



Département de la  
Seine-Maritime

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217604479-20180924-M\_DE180924\_161-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/09/2018

Arrondissement du  
HAVRE

**D.2018.09/161**

**Extrait du Registre des délibérations**  
**Conseil Municipal du 24 septembre 2018**

Nombre de Conseillers d'après la Loi .....	33
Nombre de Conseillers en exercice .....	33
Nombre de Conseillers présents .....	26
Nombre de Pouvoirs .....	7
Nombre de Votants .....	33

Extrait de la délibération affiché le **28 septembre 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **24 septembre à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 17 septembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

**Etaient présents**

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Patricia **DUVAL**, Alexandre **MORA**, Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Liliane **HIPPERT**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir de la délibération n°153), Gérard **DELAHAYS**, Hélène **SAMPIC**, Sophie **CAPELLE** (à partir de la délibération n°141), Stéphanie **ONFROY**, Juliette **LOZACH** (à partir de la délibération n°138), Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

**Excusés ayant donné pouvoir**

Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**  
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**  
Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**  
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Patricia **DUVAL**  
Franck **DORAY** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**  
~~Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Laurent **GILLE**~~  
Nada **AFIOUNI** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

**Secrétaire de séance**

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## Séance du Lundi 24 septembre 2018

**2018.09/161**

### URBANISME - PRESCRIPTION DE LA 1<sup>ERE</sup> REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) – DEFINITION DES MODALITES DE LA CONCERTATION

**Monsieur Dominique THINNES, Adjoint au Maire en charge de l'urbanisme** - Le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montivilliers a été approuvé par délibération du Conseil Municipal le 12 septembre 2011 et a été modifié à 4 reprises par délibération du conseil municipal le 10 décembre 2012, le 14 décembre 2015, le 12 décembre 2016 et le 30 octobre 2017.

L'évolution des textes législatifs et réglementaires, notamment la loi portant Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010 et la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové du 24 mars 2014, rend nécessaire la mise en conformité du PLU. Ces nouvelles dispositions modifient le contenu des documents du PLU, définissent de nouveaux objectifs à intégrer et offrent de nouveaux outils pour la planification des territoires. Il apparaît donc nécessaire d'engager une procédure de révision dès à présent.

Le PLU révisé devra définir un nouveau projet de développement de la commune dans la continuité des objectifs actuellement définis dans notre document d'urbanisme.

Une réflexion devra ainsi être portée sur les orientations d'aménagement définies dans le PLU qui ne correspondent plus aux réalités et aux besoins futurs de la commune notamment sur le secteur de l'éco quartier.

A partir des études effectuées lors d'une phase de diagnostic et des choix arrêtés par la commune, un projet d'aménagement et de développement durable sera élaboré. Ce PADD est l'expression du projet politique d'organisation du territoire. Il définit les grandes orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques. Les grandes orientations du PADD seront débattues lors d'un conseil municipal. Puis seront définies les prescriptions réglementaires associées.

Une concertation sera assurée avec les personnes publiques associées à la procédure et la population pendant la durée des études et jusqu'à l'arrêt du projet de PLU. Les habitants seront consultés notamment pendant la tenue de deux réunions publiques, l'organisation d'une exposition publique et la mise à disposition d'un registre pour recueillir toute observation. L'information sera également assurée par le site internet de la commune et le bulletin municipal.

Une fois abouti, le projet de PLU retenu fera l'objet d'une délibération en conseil municipal qui tirera simultanément le bilan de la concertation.

~~Le projet arrêté sera transmis pour avis aux personnes publiques associées puis soumis à enquête publique.~~

Des adaptations au PLU seront éventuellement apportées pour tenir compte des avis des personnes publiques associées et des remarques exprimées lors de l'enquête publique, puis il sera approuvé par délibération du conseil municipal.

Au regard de l'importance des études d'un tel dossier et de la technicité qu'elles réclament, il est indispensable de se doter de compétences particulières. Aussi la commune fera appel à un bureau d'études pour l'assister dans la révision du PLU après une procédure de consultation.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000** relative à la solidarité et au renouvellement urbain,

**Vu la loi n° 2003-590 du 02 juillet 2003 urbanisme et habitat** qui modifie les procédures et le contenu des documents d'urbanisme,

**Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010** portant engagement national pour l'environnement, qui a renforcé l'exigence de prise en compte, par les documents d'urbanisme, des objectifs de développement durable,

**Vu la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010** de modernisation de l'agriculture et de la pêche, qui a notamment accru l'exigence de préservation des espaces agricoles,

**Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014** pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, qui a favorisé la densification en zone urbaine, pour construire là où sont les besoins, lutté contre l'étalement urbain et accompagné le développement de l'habitat léger,

**Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 101-2 et suivants, L. 103-2, L. 103-3, L. 153-31 et suivants et R. 153-11 et suivants du code de l'urbanisme,**

**Vu le SCOT Le Havre Pointe de Caux Estuaire** approuvé en Comité Syndical le 13/02/12,

**Vu le PLU de Montivilliers** approuvé le 12 septembre 2011, modifié le 10 décembre 2012, le 14 décembre 2015, le 12 décembre 2016 et le 30 octobre 2017,

**VU la délibération du Conseil Municipal du 12 décembre 2016**, relative à la délégation de signature accordée à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**CONSIDERANT :**

- Qu'il y a lieu de mettre en révision le Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal,
- Que le PLU de Montivilliers doit intégrer la loi « ENE » du 12 juillet 2010,
- Que le PLU de Montivilliers doit prendre en compte la version modifiée du projet « Les Jardins de la Ville »,
- Qu'il est nécessaire de limiter l'étalement spatial tout en permettant un développement urbain adapté et intégré à son environnement,
- Qu'il est nécessaire d'accompagner l'évolution des quartiers tout en protégeant leurs identités,

**Sa commission municipale d'urbanisme, réunie le 05 septembre 2018, consultée ;**

**Vu le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé de l'urbanisme, de l'habitat et de la commande publique ;**

**Après en avoir délibéré,**

---

**DECIDE**

- de prescrire la 1<sup>ère</sup> révision du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal,
- de fixer les objectifs poursuivis par la commune pour engager la révision du PLU, à savoir :
  - Assurer l'intégration du nouveau cadre législatif et en particulier de la loi « ENE » du 12 juillet 2010
  - Assurer la compatibilité du PLU avec différents documents d'urbanisme, plans et programmes de rang supérieur (notamment le SCOT du Havre Pointe de Caux)
  - Limiter l'étalement spatial tout en permettant un développement urbain adapté et intégré à son environnement pour offrir à chaque habitant un cadre de vie plus harmonieux. Eviter le mitage de la partie rurale du territoire communal (générateur de coûts collectifs importants par la collecte des



déchets, réseaux, transports urbains,...), accompagner l'évolution des quartiers tout en protégeant leurs identités

- Favoriser la diversité par la mixité de l'offre de logements
- Veiller au respect de l'environnement, la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine naturel et bâti de Montivilliers
- Actualiser le projet « Les Jardins de la Ville »
- Poursuivre l'accueil et le développement d'activités créatrices d'emplois, notamment au niveau des zones d'activités existantes et en projet
- Redéfinir l'ensemble des outils réglementaires (emplacements réservés, espaces boisés classés, bâtiments à protéger...) en fonction des enjeux identifiés et projets futurs

**- de solliciter l'État, conformément aux dispositions de l'article L. 132-15 du code de l'urbanisme, pour qu'une dotation soit allouée à la Commune afin de compenser en partie les frais matériels et d'études nécessaires à l'élaboration du P.L.U.**

**- de préciser comme suit les modalités de la concertation en application des dispositions de l'article L. 103-2 du code de l'urbanisme, afin d'associer, pendant la durée d'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :**

- Une information suivie sera donnée aux différentes étapes de la procédure de la révision dans les bulletins municipaux et sur le site internet de la commune,
- Une exposition sera prévue par affichage en mairie de panneaux réalisés par le bureau d'études chargé de la révision du P.L.U., faisant apparaître les éléments du diagnostic, les orientations et les plans schématiques relatifs au contenu du P.L.U. et notamment du Projet d'Aménagement de Développement Durable,
- la tenue de deux réunions publiques d'information sera organisée,
- Un registre de remarques, où les observations pourront être consignées tout au long de la procédure, sera mis à disposition du public, au service urbanisme de la mairie aux horaires d'ouverture de ce service, du lundi au vendredi de 8h15 à 12h15 sans rendez-vous, de 13h30 à 17h00 uniquement sur rendez-vous.

La commune se réserve la possibilité de mettre en place, au surplus, toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire.

**- de notifier la présente délibération à :**

- Mme la Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime ;
- M. le Président du Conseil Régional de Normandie ;
- M. le Président du Conseil Départemental de Seine-Maritime ;
- MM. les Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie Seine Estuaire, de la Chambre des Métiers de Seine-Maritime, de la Chambre d'Agriculture de Seine-Maritime ;
- M. le Président de la Communauté de l'Agglomération Havraise (CODAH) ;
- M. le Président du Pays Le Havre-Pointe de Caux-Estuaire.

Les organismes suivants qui en auront fait la demande, conformément à l'article L.132-12 du Code de l'Urbanisme, seront consultés au cours de la procédure de révision du document d'urbanisme :

- Les communes limitrophes
- Les associations locales d'usagers agréées dans les conditions définies par décret en conseil d'Etat
- Les associations agréées mentionnées à l'article L.141-1 du Code de l'Environnement.

Conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

**Imputation budgétaire**  
Exercice 2018  
Budget principal  
Compte et fonction : 202-810

**ADOPTÉE A LA MAJORITE par le Conseil Municipal.**

**Pour : 26**

**Abstention : 7** (Martine LESAUVAGE, Fabienne MALANDAIN, Jérôme DUBOST, Gilles BELLIERE, Damien GUILLARD, Aurélien LECACHEUR)

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.*

*Pour extrait conforme au registre dûment signé.*



